

LA DEPECHE 14.12.2023

"À ce tarif, on ne fait même pas le tunnel" : les élus ariégeois font monter la pression sur le gouvernement pour le financement de la déviation de Tarascon



La députée Martine Froger a remis un courrier le 13 décembre à Clément Beaune, accompagné d'une longue liste de soutiens.. Photo cabinet de Martine Froger

Publié le 14/12/2023 à 18:31

À quelques jours de la présentation du volet Mobilités 2024-2027 du Contrat de plan Etat-Région, les élus ariégeois font monter la pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses engagements financiers sur la déviation de Tarascon. La députée Martine Froger a remis le dossier en main propre au ministre des Transports Clément Beaune le 13 décembre.

["Déviation de Tarascon : début des travaux en 2023 ?" titrait La Dépêche du 12 janvier 2017](#), alors que les élus ariégeois planchaient sur le protocole d'itinéraire qui serait validé deux mois plus tard par le Premier ministre Bernard Cazeneuve. Six ans plus tard et une autre signature "premier-ministérielle" dans la poche - celle de Jean Castex, en février 2022 - force est de constater que le premier coup de pioche n'a toujours pas été donné sur la RN 20.

De quoi agacer les élus concernés, alors que le gouvernement doit présenter dans quelques jours le volet Mobilités 2024-2027 du Contrat de plan Etat-Région (CPER). "Le CPER actuel, qui n'est toujours pas signé, est à la hauteur de 7,6 millions d'euros pour l'Etat, indique Alain Naudy, vice-président du conseil départemental en charge des infrastructures. C'est très largement

insuffisant, puisque l'Etat doit participer à la déviation de Tarascon à hauteur de 111,6 millions d'euros. À ce tarif, on ne fait même pas le tunnel."

De l'Ariège à la Catalogne en passant par l'Andorre

Les élus ont donc décidé de monter au créneau. Cinq d'entre eux - Christine Téqui pour le département, Alain Naudy en sa qualité de président de la Communauté de communes de la Haute Ariège, Philippe Pujol pour la communauté de communes du pays de Tarascon, Thomas Fromentin pour l'Agglo Foix-Varilhes et le maire de Tarascon Alain Sutra - ont donc adressé le 6 décembre dernier un courrier demandant au ministre des Transports, Clément Beaune, "d'œuvrer pour que le volet Mobilités 224-2027 [...] soit en adéquation avec les engagements financiers et temporels pris par l'Etat [...]" Ils ne sont pas les seuls, puisque le gouverneur d'Andorre a également écrit au ministre, accompagné par la Communauté de communes des Pyrénées catalanes et une centaine de maires du territoire.

"Cet axe international qui traverse cette commune n'est qu'une simple rue", pointent les signataires avant d'évoquer sans le nommer le bien connu "bouchon de Tarascon" et ses conséquences. "Ça nuit à l'économie touristique, ça nuit à l'économie tout court, résume Alain Naudy. Tout bloquer à Tarascon, un verrou pareil, ce n'est pas possible." Le gouvernement, évoque-t-il, craindrait l'arrivée d'une ZAD sur le site. "Mais on ne dérange pas la faune, on ne prend pas de terrain, on fait un tunnel, argumente-t-il. Si on se cale sur la question d'une ZAD, on ne fait plus rien."

30 millions d'euros pour commencer, mais quand ?

C'est donc ce viatique que la députée de la 1re circonscription de l'Ariège, Martine Froger, a remis dans les mains de Clément Beaune ce mercredi 13 décembre, à l'issue de la séance à l'Assemblée nationale. "Je n'y suis pas allée pour rien puisque je lui demande 30 millions tout de suite", indique l'intéressée. Le premier écot d'un budget estimé à 194 millions d'euros, que l'Etat doit prendre en charge à hauteur de 60 %.

Le ministre, poursuit-elle, lui aurait assuré que le dossier est bien dans les cartons du gouvernement et qu'une réponse sera donnée rapidement. Quand ? "Dans quelques jours", veut croire Alain Naudy. Plutôt après les fêtes, estime prudemment Martine Froger. De belles étrennes pour le territoire.